

Daniel Bensaïd

Reprendre ses marques, renouer le fil des principes, retrouver des repères...

Lignes : *Une expérience au moins décevante, et idéologiquement peut-être désastreuse, peut-elle être profitable ? En d'autres termes, quel bilan politique tirez-vous de l'échec politique et du désastre idéologique du socialisme français ?*

Daniel Bensaïd : Nous voici sous le coup d'un double désastre.

Celui, inscrit déjà dans la moyenne durée, de la barbarie stalinienne.

Celui, immédiat, de la décennie méditerranéenne, où s'effacent les repères séculaires de ce qui fut une certaine idée de la gauche. C'est une débâcle politique et morale. Au moment où il fallait faire face à la montée de la crise, serrer les rangs et affermir les solidarités sociales, la social-démocratie s'est fièrement convertie au libéralisme. Elle a ouvert les brèches par lesquelles s'engouffrent exclusions et inégalités. Pourtant la gauche gouvernementale a eu cette fois le bénéfice de la durée et l'avantage d'un pouvoir institutionnel sans précédent (majorité parlementaire absolue, gouvernement, présidence de la République avec les moyens que lui confère la Constitution de 1958). Bilan : la montée du chômage et de la précarité, l'enracinement du Front national, le naufrage des affaires. Annoncée à grands renforts de trompettes, la dernière performance économique du règne aura été la vente au Koweït des 400 chars Leclerc en

échange des services rendus dans la guerre du Golfe...

Dans les deux cas, nous avons prévu la catastrophe et nous nous sommes efforcés d'en briser l'engrenage. Nous en avons sous-estimé l'ampleur. Nous n'avons pas osé croire à nos propres prophéties. Nous combattions la mécanique bureaucratique, l'atomisation sociale, l'anéantissement de l'espace public, le broyage de la mémoire à l'Est, mais nous nous obstinions à penser que la restauration capitaliste et la renaissance socialiste sortiraient à chances égales de la chute de la maison Staline.

De même n'avions-nous, en 1981, aucune illusion dans les promesses de changement, mais nous ne pouvions imaginer une conversion aussi absolue de réformistes sans réformes au culte du marché (« mettre son argent à gauche, c'est adroit... ») et les dégâts qui en résultent.

On parle de la fin d'une époque. C'est sans doute exact. À condition de ne pas céder à l'illusion de la parenthèse que l'on refermerait. Les embranchements et les bifurcations qui sont derrière nous ne se rebrousse pas. Ce qui est advenu pèse de tout son poids sur les épaules des générations futures. Ce passé ne saurait être effacé. Il doit être « traîné en justice » et « détruit » pratiquement ^{1/}. Ce n'est concevable, comme le comprit Benjamin, qu'au moment du danger, lorsque le péril aiguise les sens et dénoue soudain les énigmes de la mémoire. Ce moment approche. Nous sommes déjà dans son tourbillon.

Parler de la fin d'une époque, c'est aussi dire la tentation de la table rase ou de la page tournée. Nulle pensée, nul projet ne sortira indemne de l'expérience morbide de ce siècle. La dure loi des défaites veut que tous n'en partagent pas les responsabilités mais que tous en subissent les conséquences. Nous pouvons

nous prévaloir d'avoir combattu le stalinisme dès la première heure et d'en avoir subi durablement les conséquences. Aussi notre univers de pensée ne s'est-il pas effondré avec le mur de Berlin et la dislocation de l'URSS.

Personne cependant ne sortira indemne de cette époque du grand mensonge déconcertant. Pour que le présent demeure intelligible et l'avenir pensable, nous devons solder les comptes. Pousser dans les plaies le fer rouge de la critique historique. Faire l'inventaire de nos bagages théoriques, sachant que le vocabulaire même a été atteint et que, faute de nouvelles expériences fondatrices, nous sommes condamnés à sonder le réel avec des mots malades. Alors, rénover, refonder, reconstruire ? Certes. Mais ces recommencements, à la différence d'un Big Bang inaugural, ne relèvent pas de l'immaculée nouveauté. Il n'y a d'invention et de novation authentiques que par le sauvetage d'une tradition perdue et par le réveil de ses potentialités endormies.

Deux ou trois ans ont suffi pour que chavire le discours triomphant de Bush imperator. Après la chute du mur de Berlin et la guerre du Golfe, il n'était question que de nouvel ordre mondial. Aujourd'hui, les nouveaux désordres s'étendent à perte de vue. On parlait de pays en voie de développement ? La plupart sont en voie de sous-développement. L'analphabétisme, la famine, les épidémies regagnent du terrain. L'écart par rapport aux pays riches se creuse. Des continents entiers sont menacés de désintégration.

On annonçait l'installation d'un capitalisme conquérant dans les grands espaces « libérés » d'Europe orientale ? C'est un nouveau tiers-monde, voire un nouveau quart-monde, qui apparaît à l'Est de l'Europe et dans l'ex-Union soviétique. La réunification coûte à l'Allemagne beaucoup plus cher que prévu. Il n'existe

^{1/} Voir Nietzsche et sa deuxième *Considération inactuelle*.

ni la volonté politique ni les capitaux disponibles pour fournir un effort comparable à l'échelle de l'ancien empire soviétique. Les aides parcimonieuses ne sont qu'une goutte d'eau (bien en deçà de ce que fut le plan Marshall) et les pays riches, à commencer par les États-Unis, sont confrontés au développement des inégalités, aux déficits budgétaires et commerciaux, à la banqueroute virtuelle. D'où une forme absolument inédite de « sous-développement » qui plonge dans le chaos des sociétés déjà fortement industrialisées et urbanisées.

Une faillite en masquait donc une autre.

L'équilibre négocié de l'après-guerre s'est rompu pour tout le monde.

Aussi est-il exaspérant d'entendre les médias parler de « guerres d'un autre âge » à propos des Balkans, de la Georgie, de l'Arménie. Ce sont au contraire des guerres pleinement contemporaines. Des guerres de notre temps. Probablement hélas le brouillon des guerres de demain, en Afrique, dans le sous-continent indien, dans la fédération de Russie.

Il est urgent de penser ce présent en tant qu'enjeu, lieu de décisions capitales ; de comprendre son « inactualité » apparente comme le signe d'une routine brisée, d'une fracture d'où peut surgir du possible. Les idéologues du totalitarisme ont voulu faire croire qu'à l'Est l'État avait dévoré la société civile au point d'immobiliser (déjà !) l'histoire dans les glaces d'une éternité désolée. Ils ont été surpris par les manifestations de Tien An Men, puis par l'écroulement des dictatures bureaucratiques. Ces mouvements profonds, ces affaissements et ces surrections qui bouleversent l'ordre du monde n'avaient pourtant rien d'imprévisible.

2/ Daniel Bensaïd, *Moi la Révolution*, Gallimard, 1999.

Dix mois avant la chute du mur de Berlin, je faisais dire à la Révolution bicentenaire : « Vous vivez dans l'illusion précaire du temps arrêté, sous prétexte que ce vieux continent minuscule coupé en deux depuis un demi-siècle, semble avoir atteint un équilibre définitif. Illusion de la plaine et du plateau. Vous manquez de recul. Je connais le prix de cette paix apparente, de cette paix de surface. En moins de quarante ans de guerres et de révolutions, l'Europe a été le plus labouré, le plus retourné, le plus lacéré des continents, et j'entends déjà les craquements de ses pourtours et les grondements souterrains de son centre... Nous approchons non d'un tournant de l'histoire qui n'est qu'une « métaphore de chevaux de bois », mais d'une culbutée. C'est le lot des fins de siècle : 1789-1815, 1895-1917. Nous touchons à la fin d'une époque ^{2/}. »

Il n'y avait pas besoin d'être devin pour le prévoir. Il suffisait de comprendre la logique profonde de la crise d'accumulation internationale commencée au début des années soixante-dix et de ne pas tomber dans le piège économiste du discours libéral. Toujours annoncée et toujours démentie, la « sortie de la crise » ne dépend pas d'un simple redressement des taux de profit. Du point de vue du capital, elle passe par une réorganisation générale de son espace de mise en valeur, autrement dit par la disparition et la fusion d'États, par le réaménagement de continents entiers. L'édification européenne, le traité de libre commerce nord-américain, les négociations du Gatt, l'éclatement des empires et le nouveau partage des zones d'influence participent de ce grand redéploiement.

Nous ne touchons donc plus à la fin d'une époque.

Nous y sommes. En plein. Entre « déjà plus » et « pas encore ».

À défaut d'être terminée, l'histoire n'est qu'idéologiquement abolie. Dans un ironique basculement, un Fukuyama rejoint la piètre philosophie de l'histoire (universelle) d'un vulgaire positiviste social-démocrate ou stalinien. Pour ces derniers, la marche du progrès ne pouvait connaître que des détours ou de fâcheux contretemps sur la voie tracée de la cité heureuse. Pour lui, seule la fin a changé : « Les grandes formes d'alternative qui ont traversé notre siècle (le fascisme, le communisme) [ne sont que des] détours monumentaux dans l'avènement de la démocratie libérale. »

L'ordre règne au domaine de Clio.

Lignes : *Comment caractériseriez-vous ce qu'il y a à faire d'un tel temps intermédiaire, ni déjà révolu ni encore survenu ?*

Daniel Bensaïd : Le défi consiste désormais à penser les conditions de l'engagement dans cet entre-deux, dans les métamorphoses de la conflictualité sociale et dans l'épaisseur de ses déterminations historiques. Au lieu de fournir cet effort, le discours dominant cède aux facilités médiatiques et au jargon de la post-modernité.

Fin de l'histoire ? Fin des idéologies ? Fin des fins ?

Le plus stupéfiant dans cette paresse est peut-être la façon dont un siècle de combats, de convulsions, de tragédies est réduit à un théâtre d'ombres. Au triomphe de l'idée sur l'idée. À l'écrasement du « communisme » par le libéralisme.

Terminus de l'histoire. Sortie du brouillard idéologique.

Mais qu'entend-on par ces idéologies en voie d'extinction ? La plupart du temps il s'agit ni plus ni moins que de désigner le communisme, ou plus généralement tout projet de transformation sociale, comme dangereusement

illusoire. Au profit de quoi cet effacement de l'idéologie? D'une science austère, qui se contenterait de dire le vrai sur le vrai? Il y a pourtant belle lurette que cette représentation de la science, vouée à l'écrasement définitif de l'ombre par les lumières, est devenue à son tour idéologie d'un progrès abstraitement mécanique, d'un clergé d'experts et de spécialistes, et de pieuses prières sur l'Acropole.

Nous pataugeons au contraire plus que jamais en pleine représentation mystifiée, inversée, religieuse du monde, autrement dit en pleine idéologie. Nos présentateurs médiatiques fabriquent plus de mythes en un jour qu'il n'en mûrissait en dix ans de ruminations monacales. Que l'on relise les décapantes *Mythologies* de Roland Barthes (un pamphlet gauchiste par rapport à l'air du temps!), puis, en s'armant d'une sainte patience, les meilleurs discours de Pierre Bérégovoy. Tout l'arsenal y est. La naturalisation de l'histoire: le marché est «naturel», et la guerre du Golfe se réduit à un instantané géostratégique... Le «ninisme» du juste milieu: «ni nationalisations ni privatisations», «l'Europe n'est ni de droite ni de gauche»... La tautologie: «l'Europe, c'est l'Europe»... La «vaccine»: devant le déferlement des affaires, une petite loi anti-corruption... La dépolitisation: sous la loi d'une économie automate, il n'y a jamais d'autre politique possible...

Décréter la fin des idéologies, c'est l'opération idéologique par excellence. On n'échappe pas à l'idéologie aussi longtemps qu'elle s'alimente à la source du fétichisme marchand. Pas d'évasion possible. Pas de passage sur la rive accueillante de la vérité. Le combat contre l'idéologie se livre sur son terrain, en connaissance de cause. Il ne prétend pas au triomphe

définitif de la Science majuscule, mais aux conquêtes fragiles, relatives, toujours recommencées de la théorie, de la politique, de la stratégie.

À l'ère de l'image, comme le souligne Régis Debray, l'idéologie se renforce de l'iconologie: «Vers les Balkans compliqués, nous volons aujourd'hui avec des images simplistes. Mais nous serons rattrapés sur le terrain par de très longues et invisibles durées. Le schisme orthodoxe, ça ne se filme pas. Mais cela pèse plus lourd qu'une image.» Le petit écran est une formidable scène mythique.

Lignes: *À cette scène mythique, quel engagement opposer, aujourd'hui que l'engagement n'a plus guère de mythes finalistes à sa disposition?*

Daniel Bensaïd: La question de l'engagement est nécessairement liée à ce qu'il est convenu d'appeler la crise du politique. Tout se noue ici. Il n'est de politique concevable que si le présent peut libérer les possibles de l'enchaînement temporel. Si les fatalités sont suspendues. Si le jeu, infini, ne cesse jamais avec la partie.

«Peut-on être sans horizon?», demande Jean-Christophe Bailly aux terminateurs de l'histoire. Car avoir un horizon, c'est précisément être condamné à choisir entre des pistes incertaines qui se perdent en lui, à décider entre plusieurs possibles, à s'engager stratégiquement.

Sans garantie du parcours, ni de la fin. Cet engagement sans certitude est un pari laïque, sur le front de la conflictualité sociale, dans la «fidélité aux événements où les victimes se prononcent ^{3/}».

Le monde qui est – a fortiori celui qui s'annonce – n'est pas plus habitable et pas plus acceptable qu'il y a vingt ou trente ans. S'il

change, ce n'est pas en bien, selon la loi du progrès, qui voudrait qu'un après vaille toujours mieux qu'un avant. «L'histoire ne fait rien», écrivait le jeune Engels. Le temps non plus. Ceux qui prétendent le contraire ont plus changé que le monde. Ils se sont accommodés. Ils se sont réconciliés.

S'il change, ce n'est pas non plus forcément en pire, selon l'illusion rétrospective des nostalgies amères. Pourquoi tout vouloir mesurer à la même règle horizontale? Pourquoi tout classer et ordonner sur la seule ligne du temps, comme si Gorbatchev ne pouvait être que pire ou meilleur que Brejnev, et Elstine pire ou meilleur que Gorbatchev? Comme si nous ne concevions que deux dimensions et si la relativité générale ne s'appliquait pas à notre espace-temps historique? Comme si enfin le réel ne pouvait se mesurer qu'au réel, et demain à hier?

Dans l'ordre de l'engagement, la seule question qui vaille d'être posée est de savoir si l'ordre établi est humainement tolérable ou s'il est nécessaire de le changer. «Même si tu n'es pas sûr d'y parvenir, agis en sorte que le nécessaire devienne possible», telle pourrait être la maxime laïque de la politique révolutionnaire. Elle dicte une responsabilité au présent, sans angoisses postéromaniaques. Elle dérange la contemplation du grand spectacle historique où guerres et révolutions se transforment immédiatement en papier imprimé ou en cassettes vidéo. Elle récuse la règle du jeu ordinaire pour retrouver le sens de l'événement et de l'expérience.

Le dernier éditorial de *Lignes* rappelait comment Laurent Fabius avait élu naguère le verbe «Gagner» comme le plus beau mot de la langue française. L'heure était alors aux gagnants et aux gagnés. Malheur aux perdants! Telle est toujours la loi du cirque.

Attribuer à la victoire valeur de preuve, c'est supposer la partie finie. Or, dans une histoire ouverte à l'incertain de la lutte, le dernier mot n'est jamais dit. Il y est de piètres victoires et de « victorieuses défaites ». Au « qui perd gagne » de l'histoire, victoires et défaites sont toujours provisoires et les rôles indéfiniment permutablement. Péguy l'avait fort bien compris. Sa critique théologique de la raison historique rejoignait ainsi, paradoxalement, celle de l'engagement laïque. *Sub specie aeternitatis*, la partie n'est jamais close et il n'est pas de maître pour en fixer le terme.

L'histoire n'est donc pas un tribunal dont les verdicts démêleraient le bon du mauvais, le vrai du faux. Vérité et justice ne se mesurent pas à la réussite. Rien ne prouve jamais que le meilleur l'a emporté. On peut être en minorité ou en « infimité » sans pour autant avoir tort. On peut être vaincu, terrassé, écrasé, sans pour autant être « battu » au sens humiliant du célèbre chien. Quand Péguy se reconnaît vaincu, il ne se complaît pas dans une esthétique de la défaite, il définit au contraire une éthique de la résistance.

Lignes : *Quels axes essentiels vous paraissent devoir et pouvoir permettre une alliance politique de la gauche alternative et justifier pour l'avenir l'engagement ?*

Daniel Bensaïd : Deux thèmes ont dominé dernièrement le débat politique : celui de l'emploi et celui de l'écologie. L'un et l'autre soulignent à leur manière les limites intrinsèques de la société capitaliste et de la réduction de tout rapport social à un échange de temps de travail abstrait. Marx prévoyait qu'une division de plus en plus complexe du travail et un développement du travail intellectuel rendrait cette mesure « misérable ». C'est fait. De même la question écologique souligne l'impossibilité

à penser selon ce critère étroitement économique la gestion à long terme de ressources non renouvelables au rythme de leur dépense et la solidarité entre générations. Pour aborder rationnellement ces problèmes, il faut changer d'échelle temporelle, aller au-delà des calculs de rentabilité marchande à court terme. L'économie doit devenir politique – ou écologique : être subordonnée au développement et à la diversification des besoins humains au lieu de les asservir au principe quantitatif du rendement.

Le fil d'une telle logique conduit inéluctablement à remettre en cause le droit sacré de propriété. Le bilan de l'étatisme bureaucratique ou, plus modestement, des « nationalisations » privatisations à la mode socialiste, n'aide pas à faire la clarté sur ce point. Fabius a pourtant eu un éclair de lucidité le jour où il s'est demandé publiquement en quoi son parti était encore socialiste. En effet. Dès lors qu'il ne remet plus en cause, fût-ce par la voie des réformes, l'intangibilité de la propriété privée des moyens de production et de communication, il peut encore être démocrate, libéral tempéré, républicain éclairé... Mais socialiste ?

Les défis cruciaux de l'emploi et de l'écologie appellent nécessairement des incursions énergiques dans le sanctuaire de la propriété privée. Il est possible de réduire le temps de travail sans réduire les revenus. Mais, les « investisseurs » n'étant pas des philanthropes, ils répondront à la baisse de leur profit par une grève de l'investissement, par la spéculation financière ou par l'évasion pure et simple de capital. Il ne s'agit plus dès lors d'un problème de rationalité économique mais d'un conflit social et politique. Il est en effet légitime que la collectivité sanctionne par l'expropriation ou la confiscation celui qui choisit son intérêt privé contre le droit de tous et de toutes

à l'emploi. De même il paraît contradictoire de prétendre contrôler les pollutions ou le recyclage des déchets sous le seul angle de l'environnement, sans toucher aux conditions même de production.

Pour le bicentenaire, non de 1789 mais de 1793 – qui devrait être le véritable bicentenaire de la Révolution, la grande leçon donnée au monde abasourdi par la Constitution de l'An I est toujours actuelle : le droit à l'existence constitue un droit de l'homme (et de la femme) aussi imprescriptible que les droits civiques et ce droit prime le droit de propriété. Le droit à l'existence, c'est-à-dire le droit à un emploi, à un revenu, à un toit. Deux siècles plus tard, ce principe demeure éminemment subversif.

Plus concrètement, trois points se dégagent : l'emploi, l'écologie, la citoyenneté.

On compte aujourd'hui 35 millions de chômeurs dans les pays dits riches. En France, plus du tiers des personnes en condition de travailler sont condamnées soit au chômage, soit à des emplois précaires ou à temps partiel. Cette question en commande bien d'autres. Une société aussi inégalitaire et aussi marquée par l'exclusion est un terreau fertile pour le développement du racisme, pour la crise des banlieues, pour le désespoir de la jeunesse. Elle entraîne la régression prévisible des avancées en matière d'égalité hommes-femmes. Elle annonce une profonde crise des mécanismes de représentation et, à terme, une menace pour les acquis démocratiques.

Malgré le non-débat de la campagne législative, la réduction substantielle du temps de travail s'est néanmoins imposée comme une mesure urgente et nécessaire. Les propos varient sur l'ampleur et les modalités (loi ou négociations décentralisées, compensation salariale ou pas). Il est clair cependant désormais que le « traitement social » et les allége-

ments fiscaux aux entreprises n'ont rien résolu. Le partage de l'emploi entre toutes les mains et les bras disponibles ne se confond pas avec le partage du chômage. Or, le slogan évanescent du « partage du travail » maintient l'équivoque. En son nom, les entreprises donnent le choix à leurs salariés entre x licenciements ou la réduction « volontaire » des salaires. Il n'y a rien là de très nouveau sous le soleil de la post-modernité : le chômage massif (on disait naguère l'armée industrielle de réserve) est utilisé pour faire baisser la valeur de la force de travail. La seule nouveauté, c'est qu'on demande maintenant au travailleur d'habiller la contrainte de légitimité en choisissant eux-mêmes par leur vote entre le chômage tout court ou l'austérité « librement » consentie !

Les experts du XI^e Plan estiment que le passage immédiat à la semaine légale de 37 heures créerait 500 000 emplois. On peut estimer que le passage à la semaine de 35 heures en créerait approximativement un million. Ce ne serait pas encore la fin du chômage, mais un renversement de tendance prometteur. Certains s'obstinent à préconiser une réduction du temps de travail décentralisée et négociée par branches et entreprises. Or, il est prouvé qu'une réduction progressive ne fait qu'accompagner les gains de productivité du travail sans créer d'emploi. Martine Aubry a fini par admettre – à la veille de perdre le pouvoir ! – que seule une mesure législative globale pourrait avoir un effet significatif.

Quant à la compensation salariale, elle est injuste et irrationnelle. Injuste parce qu'il n'est pas prouvé à l'échelle de la société dans son ensemble que la réduction du temps de travail représente une perte de richesse ou un coût supplémentaire : comment calculer le coût financier du chômage (indemnités, aides, subventions diverses, manque à gagner de la sécu-

rité sociale) et son coût social (maladies, marginalité, malaise des banlieues) ?

À supposer qu'il faille trouver d'autres moyens de financement, pourquoi le revenu salarial serait-il le seul à en faire les frais ? Les Verts se sont prononcés au cours de la campagne pour la réduction du temps de travail avec maintien du salaire jusqu'à 1,8 fois le Smic en arguant qu'il s'agirait du « bon » partage entre le revenu nécessaire au maintien du niveau de vie et le profit nécessaire à l'investissement. Sous le règne du marché rien ne garantit que le profit soit destiné à l'investissement plutôt qu'à la spéculation financière (sous Bérégozov, l'investissement dit financier des grandes entreprises est passé de 5 % à 30 % au détriment de l'investissement dit productif), et rien ne dit que l'investissement sera créateur d'emplois. Si la réduction des coûts du chômage et des dépenses militaires ne suffisent pas à payer le coût éventuel d'une réduction du temps de travail, la justice élémentaire voudrait qu'elle soit prise en charge par l'ensemble des revenus et non par les seuls revenus salariaux, d'autant plus que l'évolution fiscale est allée systématiquement en sens inverse. Tous seraient-ils d'accord pour imposer une taxe fortement progressive solidarité emploi à tous les revenus supérieurs à 1,8 fois le Smic : intérêts, dividendes, profits, rentes, et cadeaux de Pierre Botton ?

Quant à la rationalité économique, pourquoi réduire le revenu, donc étrangler la consommation, sous prétexte de relancer l'emploi ? C'est un cercle vicieux. À l'automne dernier, un manifeste patronal s'est ému de l'ampleur du chômage et de l'abus des licenciements. Leur alarme répondait à une étude de l'Insee selon laquelle les chômeurs réduiraient leur consommation de 25 %. Extraordinaire découverte : les chômeurs ne sont pas gênés parce qu'ils chôment mais parce qu'ils ne consom-

ment pas ! Plus théorique, un éminent professeur du MIT constatait récemment dans *Le Monde* : « Les entreprises françaises sont maintenant pour la plupart en excellente santé ou, du moins, le seraient si la demande était suffisante. Les années quatre-vingt ont vu une amélioration constante de leurs marges de profits et de leur situation financière : l'érosion de ces dernières années reflète seulement le fléchissement de la demande. »

Et voilà pourquoi votre fille est muette ! Selon la logique quotidiennement assénée par les médias, le chômage est inéluctable parce que les investissements se traduisent par des innovations technologiques qui suppriment des postes de travail. C'est littéralement absurde. Si l'on produit autant ou plus avec une moindre dépense de temps de travail, on peut consacrer ce temps à autre chose (développement de l'éducation, de la santé, du logement, ou tout simplement temps libre) à niveau de consommation égal. On peut décider de produire et consommer autrement, c'est un autre débat. Aucune logique ne peut expliquer pourquoi une productivité accrue du travail devrait aboutir soit au chômage massif soit à une réduction du niveau de vie du plus grand nombre.

Bien sûr, la réduction du temps de travail n'est pas à elle seule une panacée dans la lutte contre le chômage. Il faut aussi une politique de formation, de travaux publics, de transformation du contenu même et de l'organisation du travail. Elle n'en constitue pas moins un principe directeur. Si j'ai insisté aussi longtemps sur ce point, ce n'est pas pour prétendre donner une solution. C'est plutôt pour indiquer que l'alliance ou recomposition à gauche dont vous parlez ne se fera pas au rabais autour de quelques slogans ou combinaisons. La crise est trop profonde. Les enjeux trop sérieux. Il faut reprendre ses marques, renouer

le fil des principes, retrouver des repères, et pour cela pousser la discussion sans en faire un préalable à l'urgence de l'action immédiate la plus unitaire possible.

Les mêmes conclusions s'imposeraient qu'il s'agisse de l'écologie ou de la citoyenneté. L'écologie et les écologistes, ce n'est pas la même chose. En tant que parti politique, les écologistes viennent de subir une déception électorale. L'écologie, c'est plus vaste et aussi passablement ambigu. Le terme même suggère une discipline scientifique au même titre que la biologie ou l'astrologie, affaire d'experts et de savants. Au quotidien, cette ambition se réduit souvent à l'environnement. Sans en minimiser l'importance, l'enjeu est pourtant d'une autre dimension. À sa manière brutale, Bush l'a situé en déclarant sans détours au sommet de la Terre de Rio : « Notre niveau de vie n'est pas négociable » ! La question est bien celle de l'organisation mondiale de la planète et de l'impossibilité d'y généraliser le mode de croissance des pays riches. Lorsque le ministre Lalonde se présente en ardent partisan de la guerre du Golfe, il en tire les conséquences : le maintien de l'arme nucléaire et la production en série des chars Leclerc. Où est passée l'écologie dans cette galère ?

Enfin, la question de la citoyenneté mérite aussi d'être mise en exergue. À l'heure du bilan elle constitue l'une des premières et des plus graves capitulations de la gauche au gouvernement. Le candidat Mitterrand s'était engagé sur le droit de vote pour les immigrés. L'opinion n'était pas favorable ? Sur l'abolition de la peine de mort non plus. Pourtant ce fut fait, et cela reste l'une des rares mesures dont on se souvienne à l'actif de la législature. Tenir bon sur les droits civiques des immigrés n'aurait sans doute pas empêché la montée du racisme, mais les termes du débat en auraient été profondé-

ment modifiés, qu'il s'agisse de la révision du code de la nationalité ou plus banalement des propos sur les odeurs ou le droit du sang. La guerre dans l'ex-Yougoslavie permet malheureusement de prendre la mesure de l'enjeu. Si l'on ne maintient pas un principe de citoyenneté universel, un droit civique reconnu à quiconque vit et travaille sur un territoire depuis un an (comme le faisait d'ailleurs la Constitution de 1793), on enferme les communautés dans des ghettos religieux ou ethniques, dans le ressassement des origines. On prépare la tribalisation des conflits de demain.

Ces trois axes pour une alternative : emploi, écologie, citoyenneté – ont presque immédiatement une dimension internationale. La réduction du temps de travail dans une économie fortement interdépendante appelle la coordination des luttes et la convergence des acquis sociaux, au moins à l'échelle continentale. L'écologie dans un seul pays serait un non-sens. La citoyenneté enfin, à une époque de fortes migrations, doit prendre le pas sur la nationalité.

Nous sortons d'une étrange campagne électorale après trois ans de bouleversements mondiaux sans équivalent depuis 1945 et le partage de l'Europe en zones d'influence. Les députés sont censés répondre à de grandes questions comme celles du chômage ou de la protection sociale. Ils peuvent avoir à se prononcer sur de nouvelles guerres. Or, la crise de représentation et le discrédit des partis nationaux sont tels que les grands choix n'ont guère été débattus et que les candidats ne se sont engagés à rien de précis sur les problèmes essentiels. Il n'est guère possible dans ces conditions de retrouver le sens de l'engagement.

Lignes : *Faut-il penser que l'analyse en termes de « classes » n'a plus lieu d'être ou qu'elle n'est plus suffisante ?*

Daniel Bensaïd : A-t-elle jamais été suffisante ? Et n'est-elle pas toujours nécessaire ?

Il y a plusieurs pièges dans cette question. L'image symbolique du rapport de classe est toujours simplificatrice. Elle campe face à face un bourgeois type et un prolétaire type dont l'emblème varie selon l'époque (mineur, cheminot, métallo). Les sociétés ont toujours été traversées d'une multiplicité de contradictions et de conflits (de classe, de sexe, de générations, de régions) et les classes elles-mêmes n'ont jamais été des blocs homogènes et monolithiques. Elles sont divisées, différenciées. Leur unification ne va jamais de soi.

Ceci dit, l'idée d'une « fin » de la lutte des classes est assez dérisoire. On entend dire parfois que les exclusions ont pris le relais de l'exploitation. Comme si l'exclusion n'était pas l'envers de l'exploitation. Comme si le chômage et la précarité n'étaient pas la conséquence de la recherche du profit. La lutte des classes est peut-être moins visible et lyrique. Il y a moins de drapeaux claquant au vent. Mais à ras de terre, qu'il s'agisse de revenu, d'emploi, de logement, d'accès à la santé ou à l'éducation, elle est bien là, omniprésente, moléculaire, et souvent acharnée. D'ailleurs, lorsqu'on s'interroge sur l'actualité de la lutte des classes, on met essentiellement en doute l'existence du « prolétariat » ou d'une classe ouvrière. On ne semble guère se demander, en revanche, si la bourgeoisie a disparu !

Il y a là matière à une vaste discussion sur ce que sont les classes, leur évolution effective, leur insertion dans l'ensemble des rapports sociaux de reproduction. Mais je dirais que l'essentiel n'est même pas là. Rien ne dit en effet que la conflictualité sociale doive fatalement se structurer autour du rapport de classe. La lutte de classe existe. Le véritable problème est de savoir la place et l'expression

que l'on veut lui donner. Il ne s'agit pas de constat sociologique mais de stratégie politique. Comment peut-on se lamenter de la montée des intégrismes nationaux ou religieux sans voir que le développement de ces « identités obscures » est le corollaire de l'affaiblissement de la lutte des classes ?

Rendre visible cette lutte des classes relève d'un travail d'organisation, d'éducation, de mémoire. L'affaiblissement actuel du mouvement ouvrier est sans commune mesure avec le recul sociologique du salariat industriel. Plusieurs facteurs y concourent. Certainement le chômage, la réduction et la dispersion des unités de production, la perte d'autonomie face à l'État et aux médias dans la vie quotidienne, la privatisation des loisirs ; mais aussi les trahisons ou les déceptions politiques. Globalement, c'est le système de représentation politique et syndical dans son ensemble qui est en crise, en même temps que s'exprime une vitalité relative du tissu associatif, sans perspective unificatrice. Cela tient pour une part à l'enfermement du mouvement syndical dans l'horizon de l'entreprise à l'époque de l'État-Providence par le biais des droits syndicaux, des procédures de négociation, de l'institution-

nalisation. Le mouvement ouvrier ainsi restreint a perdu son caractère de contre-société intervenant dans toutes les sphères de la production et de la reproduction : culture, logement, entraide, centres de femmes, soutien aux conscrits, éducation populaire... Il ne pourra rejouer un rôle unificateur des conflits et des résistances que s'il parvient à redéployer ses fonctions et à réaffirmer sa présence à tous les niveaux de rapport social, sous des formes que nous ne pouvons pas encore imaginer tant la structure productive, les modalités et l'organisation du travail, les modalités de la reproduction (habitat, éducation, loisir...) ont évolué.

C'est pourtant décisif. Sur ce point, Fukuyama ne manque pas de cohérence. S'il n'y a plus centralité du rapport de classe mais une multiplicité de conflits et d'actants juxtaposés, il n'y a plus d'alternative d'ensemble à l'ordre social réellement existant. Le conflit de classe demeure le vecteur possible du mouvement d'universalisation capable de briser l'autarcie des identités communautaires et des appartenances grégaires (d'ethnie, de nation, de confession, de sexe, etc.). S'il me paraît en effet vital de pousser la laïcisation de la pensée

jusqu'à renoncer à toute vision abstraite et sécurisante d'un progrès garanti, il me paraît tout aussi important de ne pas tomber dans un relativisme esthétisant selon lequel les époques historiques seraient autant de floraisons sans commune mesure, toutes à équidistance d'un Dieu visible ou caché. L'important, c'est d'énoncer clairement le critère d'un progrès concret. Il ne saurait résider dans les indices de performance industrielle ou les mesures strictement quantitatives de la croissance. Comme le disait fort bien Henri Lefebvre, il est des croissances sans développement. Il me semble que chez Marx – du moins, c'est mon interprétation – il réside dans la diversification et l'épanouissement des besoins qui enrichissent l'individu et l'espèce, dans l'abolition du travail contraint au profit d'une libre activité créatrice, dans l'universalisation effective en devenir opposée à l'universalité illusoire de l'origine. La lutte des classes est alors un moment nécessaire de cette universalisation dont rien ne garantit la poursuite. C'est à mon sens toujours le cas.

Lignes n° 19
Mai 1993